

L'inflation reste maîtrisée

L'inflation s'établit à 0,7 % fin 2015 (+0,6 % un an avant). Les prix du tabac sont inflationnistes ; sans eux, l'inflation affiche 0 % sur un an. La hausse des prix des services, de l'alimentation et des produits manufacturés est compensée par le fort repli de l'énergie. L'inflation est stable depuis trois ans, signe d'une croissance économique atone, conjuguée à des mesures de contrôle des prix. Ces mesures sont prolongées en 2015 par des travaux sur la compétitivité des filières pour contrer les possibles effets inflationnistes d'une taxe sur la consommation, qui serait mise en place en 2017.

Les prix du tabac flambent en octobre

Le tabac augmente de 30,2 % sur un an. Une hausse d'une telle ampleur ne s'était pas vue depuis 35 ans (+30,5 % en 1978 et +34,8 % en 1976). Elle fait suite à l'augmentation de la taxe en faveur du secteur sanitaire et social, entrée en vigueur le 23 septembre 2015. Cette augmentation vise à diminuer la consommation de tabac et obtenir des fonds supplémentaires pour le financement du RUAMM. Les prix des tabacs avaient déjà été revalorisés en 2014 (+6,8 %) pour tenir compte de la hausse des prix à l'importation de la matière première du tabac.

Les services : hausse modérée

Les prix des services augmentent de 1,2 % sur un an. Les services de restauration et les loyers contribuent le plus fortement à cette hausse, suivis de près par la distribution d'eau et les assurances voiture. Les services de restauration affichent la plus forte hausse (+4,8 % sur un an). Cette hausse concerne les repas pris en restaurants traditionnels ou de type rapide, mais aussi les services de gamelle, et dans une moindre mesure les cantines, notamment scolaires, dont les prix ont été revalorisés en début d'année 2015. Les revalorisations de tarif des services de restauration sont liées à la hausse des produits alimentaires et aux coûts des salaires, qui enregistrent la plus importante hausse depuis 2013. Les loyers (+1,3 % sur un an) contribuent à l'inflation d'ensemble du fait de leur poids important dans le budget des ménages, malgré une hausse modérée tout au long de l'année.

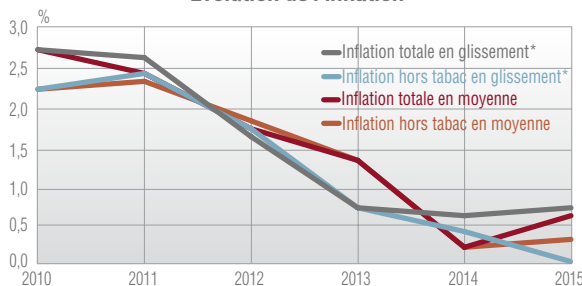
Le relèvement du prix de l'eau (+3,7 %) est quant à lui lié à la revalorisation de la part consacrée à l'assainissement.

A l'inverse, les prix des transports aériens internationaux reculent de 5,4 % par rapport à décembre 2014. Toutefois, en moyenne sur l'année, ils sont globalement plus élevés qu'en 2014 (+1,8 %). Ils sont particulièrement élevés en mars, juillet et août, mais reculent en décembre.

Peu d'autres baisses sont relevées, hormis celles des services de télécommunications (-1,1 %). Toutefois, la baisse des tarifs de la téléphonie mobile n'est effective que depuis mi-décembre ; elle produira pleinement ses effets en 2016, et sera même renforcée par la baisse des tarifs d'accès à internet prévue le 1^{er} mars 2016.

Tous postes confondus, l'inflation annuelle affiche +0,7 %.
Hors tabac, les prix sont stables sur un an.

Évolution de l'inflation



*au 31 décembre de chaque année

Source : ISEE

L'alimentation : inflation maîtrisée

En décembre 2015, l'alimentation affiche +1,2 % sur un an. Elle est comparable à celle de 2014, alors maîtrisée par le gel des prix. Cette mesure, mise en place en août 2013, se terminait le 31 décembre 2014, mais les efforts engagés ont été poursuivis. Les prix de l'alimentation sont principalement tirés à la hausse par les poissons et crustacés frais, les pains et céréales et les fruits frais et dans une moindre mesure par les prix des viandes. A l'inverse, les prix des légumes frais reculent sur un an (-0,3 % en moyenne sur l'année).

Les prix des produits frais sont directement influencés par l'offre et fluctuent tout au long de l'année, en fonction de l'offre sur les étals. Ainsi, sur le 1^{er} trimestre 2015, les vagues de chaleur, peu propices aux récoltes, pénalisent la production locale et entraînent un renchérissement des fruits frais et des viandes. Pour faire face au recul de la production locale, certains

des quotas d'importation ont été ponctuellement ouverts. Ainsi, pour les légumes, l'offre, supérieure à son niveau de 2014, a permis de tirer les prix à la baisse, sauf sur le 1^{er} trimestre.

Pour les produits alimentaires, les cours mondiaux des matières premières agricoles n'influencent pas immédiatement les prix pratiqués en Nouvelle-Calédonie. Ainsi, les prix des pains et céréales ont en moyenne augmenté de 1,7 % entre 2014 et 2015 alors que les cours du blé et du riz reculent sur la scène internationale. Seul l'écopain, pain de 500 g vendu à 120 F.CFP depuis 2007, s'est maintenu en 2015 : les boulangers qui ont accepté de le produire ont bénéficié d'un soutien financier de la part du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie. De même pour le sucre, dont les prix augmentent de 2 % en Nouvelle-Calédonie alors que le cours mondial recule de 20 %.

Avec +0,3 % sur un an, les **produits manufacturés** contribuent peu à l'inflation annuelle. Les prix des automobiles augmentent de 0,9 % en moyenne sur un an, en lien avec la hausse du dollar américain (+20 % sur un an), monnaie dans laquelle certaines marques automobiles sont importées. Cette hausse est atténuée par le repli des vêtements, notamment les vêtements pour femmes, et des équipements audiovisuels.

Chute des prix des carburants

Avec -7,5 % sur un an, l'énergie tire l'inflation à la baisse, principalement grâce aux prix des carburants. Ils reculent de 12,1 % en moyenne sur un an, malgré quelques soubresauts entre juin et septembre 2015. Ce recul est principalement consécutif à la chute des cours mondiaux du pétrole, qui sont divisés par deux par rapport à 2014. La baisse du niveau de rémunération des opérateurs pétroliers, une des composantes du prix des carburants sur le territoire, y participe également, dans une moindre mesure.

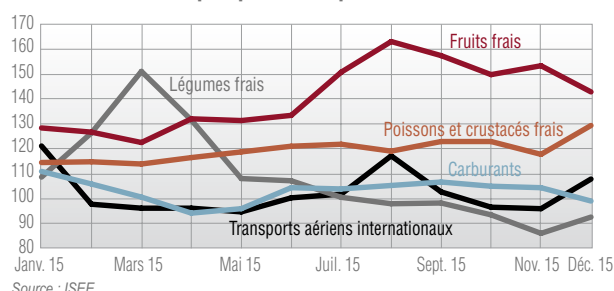
Les prix du gaz reculent eux aussi (-8,4 % en moyenne sur un an) grâce à la baisse du cours mondial du butane. Ils retrouvent ainsi leur niveau de 2013, après de fortes hausses en 2014. La bouteille de gaz de 13 Kg coûte 2 713 F.CFP en moyenne en 2015, contre 2 978 F.CFP en 2014 et 2 785 F.CFP en 2013.

Lutter contre l'inflation par la compétitivité des filières

Depuis 2012, des mesures de contrôle des prix ont été mises en place pour juguler l'inflation et redonner du tonus à la consommation des ménages, ralentie par un pouvoir d'achat préoccupant. Ainsi, depuis trois ans, les prix de produits de première nécessité et de grande consommation ainsi que les prix de certains services ont été maîtrisés, diminués ou gelés. D'autres outils ont également été mis en place tels que l'Observatoire des prix ou le double étiquetage des fruits et légumes.

La lutte contre l'inflation passe aussi par la libre concurrence. L'autorité de la concurrence, créée en 2014, pourrait être active en 2016 grâce à l'assouplissement des conditions de nomination de ses membres. D'autres points, actés en 2013, restent à mettre en place, notamment la réforme de la fiscalité indirecte et l'instauration de la taxe générale sur la consommation (TGC). Cette TGC serait appliquée sur les prix à la consommation des biens et des services et remplacerait sept droits et taxes, notamment à l'importation. En 2015, les partenaires sociaux tels que les fédérations patronales, les syndicats professionnels et de salariés, et les institutions

Évolution de l'indice des prix de l'alimentation et de quelques sous-postes en 2015



Source : ISEE

Principaux produits qui influencent l'inflation annuelle

Libellé	Pondération	Inflation en décembre 2015 (% en glissement annuel)	Contribution à la variation de l'IPC	Inflation moyenne sur l'année (%)
Indice général	10 000	0,7	0,64	0,6
Produits inflationnistes				
Tabac	197	30,2	0,46	14,2
Restauration	315	4,8	0,14	2,9
Loyers des résidences principales	760	1,3	0,10	1,5
Automobiles neuves	678	1,2	0,08	0,8
Automobiles d'occasion	445	1,6	0,07	1,1
Poissons et crustacés frais	95	8,5	0,07	8,2
Pain	114	5,1	0,06	3,4
Fruits frais	76	7,4	0,05	7,5
Distribution d'eau	116	3,7	0,04	5,9
Assurance automobile	251	1,7	0,04	1,6
Produits les moins inflationnistes				
Carburants	443	-14,9	-0,78	-12,1
Légumes frais	117	-11,6	-0,15	-0,3
Transports aériens internationaux	188	-5,4	-0,11	1,8
Gaz	76	-9,4	-0,08	-8,4

Source : ISEE

Note de lecture : Chaque poste de consommation est caractérisé par une pondération, qui précise le poids relatif de chacun des postes dans la consommation globale des ménages. L'inflation est calculée à partir de la variation des prix de chaque poste de consommation, pondérée de son poids dans la consommation globale. La contribution à la variation de l'IPC illustre l'importance de la variation d'un poste de consommation donné dans la variation globale de l'indice. Ainsi, en 2015, la majoration de 8,2% du prix des poissons et crustacés frais contribue moins fortement à l'inflation globale que la hausse de 1,5% des prix des loyers (0,07 contre 0,10) du fait d'un poids relatif dans la consommation globale moins important (95 contre 760).

Indice des prix à la consommation des ménages

	Pondération	Indice base 100 déc. 2010		Variation %
		Déc. 2014	Déc. 2015	
Indice général	10 000	105,6	106,3	0,7
Indice hors tabac	9 803	105,4	105,4	0,0
Indice hors tabac hors loyer	9 043	105,2	105,1	-0,1
Détail en 5 regroupements conjoncturels				
Alimentation	2 178	108,6	109,9	1,2
Tabac	197	119,7	155,8	30,2
Produits manufacturés	3 031	100,4	100,7	0,3
Énergie	984	108,5	100,4	-7,5
Services	3 610	106,8	108,1	1,2
Détail en 12 divisions*				
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	1 989	108,0	109,4	1,3
Boissons alcoolisées et tabac	386	117,6	135,7	15,4
Habillement et chaussures	320	95,1	93,9	-1,3
Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles	1 740	108,7	109,4	0,7
Ameublement, équipement ménager et entretien courant de la maison	761	103,7	103,5	-0,2
Santé	143	101,8	101,9	0,1
Transport	2 119	105,9	102,8	-2,9
Communications	350	89,8	88,9	-0,9
Loisirs et culture	962	102,1	102,6	0,6
Enseignement	20	111,4	114,0	2,3
Restaurants et hôtels	471	108,7	113,7	4,5
Autres biens et services	739	103,4	104,7	1,2

* Division de la nomenclature internationale des produits (COICOP).

Source : ISEE

se sont réunis pour définir les modalités de mise en œuvre de cette taxe. Trois objectifs étaient fixés : garantir le rendement fiscal, maîtriser l'inflation et obtenir la baisse des prix par la compétitivité.

Ces objectifs passent par la signature de contrats de compétitivité des entreprises. Quatre filières sont concernées : les produits de grande consommation, l'agroalimentaire, l'automobile et le logement.